

HOOFDSTUK 5. — *Slotbepalingen*

Art. 14. Dit besluit heeft uitwerking op 31 december 1995.

Art. 15. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 januari 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Internationale Betrekkingen en Sport,

J.-P. GRAFE

F. 96 – 186

[C – 29015]

**8 JANVIER 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
créant la Cellule de prospective pédagogique en exécution des articles 82 à 84  
du décret du 5 août 1995 organisant l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles**

Le Gouvernement de la Communauté française;

Vu les articles 82 à 84 du décret du Conseil de la Communauté française du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles;

Vu le procès-verbal du 30 novembre 1995 de la concertation avec les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire;

Vu les protocoles des 15 décembre et 27 décembre 1995 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, réunis conjointement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 novembre 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 décembre 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 3 janvier 1996;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Relations internationales et du Sport;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 8 janvier 1996,

Arrête :

CHAPITRE 1er. — *Définitions*

Article 1<sup>er</sup>. Dans le présent arrêté, il faut entendre par :

1° "Décret" : le décret du Conseil de la Communauté française du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'Enseignement supérieur en Hautes Ecoles;

2° "Cellule" : la Cellule de prospective pédagogique visée aux articles 82 à 84 du décret;

3° "Service d'étude" : le service visé par l'article 82 du décret;

4° "Service de coordination" : le service de coordination visé par l'article 82 du décret;

5° "Ministre" : le Ministre qui a dans ses compétences l'enseignement supérieur;

6° "Fonctionnaire dirigeant" : un fonctionnaire général de rang 16 au moins désigné par le Gouvernement;

7° "les Directeurs généraux" : le Directeur général de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation et l'Administrateur général de l'organisation des études de ce même Ministère;

8° "Conseil général" : le Conseil général, tel que prévu à l'article 79 du décret, ou, dans l'attente de sa création, le Conseil permanent de l'enseignement supérieur.

CHAPITRE 2. — *Siège et composition de la Cellule*

Art. 2. La Cellule a son siège dans les locaux du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation. Toutefois, la Cellule peut se réunir dans un autre lieu dans des cas exceptionnels.

Art. 3. La Cellule se compose de membres des services du Gouvernement issus, notamment, de la Direction générale de l'enseignement supérieur et de la Direction générale de l'organisation des études et, le cas échéant, d'experts désignés conformément à l'article 4.

Le Fonctionnaire dirigeant est chargé, en concertation avec les Directeurs généraux, de soumettre au Gouvernement pour approbation les noms d'au moins quatre membres des directions visées à l'alinéa précédent pour faire partie de la cellule.

Le cas échéant, sur proposition du Fonctionnaire dirigeant, le Gouvernement peut élargir la composition de la cellule à au plus quatre membres du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation choisis en fonction de leurs compétences.

Les membres des Directions ou Services, proposés par le Fonctionnaire dirigeant conformément aux alinéas 2 et 3, sont des agents de niveau 1.

Art. 4. Après avis du Conseil général, le Fonctionnaire dirigeant, en concertation avec les Directeurs généraux, peut proposer au Gouvernement la désignation d'experts, soit pour des consultations, soit pour des études répondant aux missions de la Cellule telles que définies aux articles 82, §§ 2 et 3 et 83 du décret.

Art. 5. Le Fonctionnaire dirigeant, en concertation avec les Directeurs généraux, répartit les membres de la Cellule entre le Service d'étude et le Service de coordination selon les missions de l'un et de l'autre service.

CHAPITRE 3. — *Fonctionnement de la Cellule*

**Art. 6. § 1er.** La Cellule est placée sous la responsabilité du Fonctionnaire dirigeant.

§ 2. Le Fonctionnaire dirigeant veille en particulier à harmoniser les travaux des deux composantes de la Cellule.

§ 3. Le Service d'étude répond aux demandes qui lui sont adressées par le Gouvernement ou par le Conseil général. Il satisfait aux demandes d'assistance technique sollicitées par les pouvoirs organisateurs et par les organisations représentatives des membres du personnel et des étudiants des établissements d'enseignement supérieur dans le cadre de la concertation prévue à l'article 7, §§ 1er et 3, du décret.

Il peut entreprendre de sa propre initiative toutes études et analyses correspondant à sa mission.

§ 4. Le Service de coordination centralise les informations relatives aux travaux et aux expériences et, le cas échéant, aux équipements de l'ensemble des Hautes Ecoles en matière de recherche et de formation, soit de sa propre initiative, soit à la demande du Gouvernement ou du Conseil général.

Il est également accessible à l'ensemble du personnel et des étudiants des Hautes Ecoles, des établissements d'enseignement supérieur artistique et des institutions universitaires selon des modalités définies par le Ministre sur proposition de l'administration.

§ 5. Le Fonctionnaire dirigeant se consulte avec le Président du Conseil général pour coordonner les travaux de ce Conseil avec ceux de la Cellule.

**Art. 7.** Les dépenses liées au fonctionnement de la cellule font l'objet d'une inscription budgétaire spécifique et sont engagées sous la responsabilité des fonctionnaires généraux concernés par la Cellule.

**Art. 8. § 1er.** Un rapport annuel sur le fonctionnement et les activités de la Cellule est transmis au Gouvernement. Le Ministre en assure la publicité.

§ 2. Les rapports issus des travaux de la cellule sont transmis au Ministre par le Fonctionnaire dirigeant. Lorsque des travaux sont demandés par le Conseil général, les résultats sont transmis d'office à celui-ci.

Moyennant l'accord du Ministre, ces rapports peuvent être transmis à d'autres personnes ou publiés si besoin en est.

CHAPITRE 4. — *Dispositions finales*

**Art. 9.** Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 10.** Le présent arrêté produit ses effets le 31 décembre 1995.

Bruxelles, le 8 janvier 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Relations internationales et du Sport

J.-P. GRAFE

## VERTALING

N. 96 — 186

8 JANUARI 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot oprichting van de "Cellule de prospective pédagogique" (Cel voor pedagogische prospectie) ter uitvoering van de artikelen 82 t/m 84 van het decreet d.d. 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen.

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 82 tot en met 84 van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen;

Gelet op het proces-verbaal d.d. 30 november 1995 over het overleg met de representatieve studentenverbonden op communautair vlak;

Gelet op de protocollen d.d. 15 december en 27 december 1995 van Sectorcomité IX en van het Comité voor provinciale en lokale overheidsdiensten, afdeling II die gezamenlijk vergaderden;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 november 1995;

Gelet op het akkoord van de Ministerie van Begroting, gegeven op 12 november 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 3 januari 1996;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Internationale Betrekkingen en Sport;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 8 januari 1996,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Omschrijvingen*

**Artikel 1.** In dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° "decreet" : het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap d.d. 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen;

2° "Cel" : de "Cellule de prospective pédagogique" (Cel voor pedagogische prospectie) bedoeld in de artikelen 82 tot en met 84 van het decreet;

3° "Studiedienst" : de bij artikel 82 van het decreet bedoelde dienst;

4° " Coördinatiedienst " : " de bij artikel 82 van het decreet bedoelde coördinatiedienst " ;

5° Minister : de Minister bevoegd voor het hoger onderwijs;

6° " Leidend ambtenaar " : een opperamambtenaar van minstens rang 16, aangesteld door de Regering;

7° " De Directeur-generaal " : de Directeur-generaal Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek en de Administrateur-generaal Organisatie van het Onderwijs van hetzelfde Ministerie;

8° " Algemene Raad " : De Algemene Raad zoals bepaald bij artikel 79 van het decreet of, in afwachting ervan, de Vaste Raad voor Hoger Onderwijs;

#### HOOFDSTUK 2. — *Zetel en samenstelling van de Cel*

**Art. 2.** De Cel heeft haar zetel in de gebouwen van het Ministerie van Onderwijs.

In uitzonderlijke gevallen mag de Cel echter op een andere plaats bijeenkomen.

**Art. 3.** De Cel bestaat uit leden van de Regeringsdienst van de Algemene Directie Hoger Onderwijs en de Algemene Directie Organisatie van het Onderwijs en, in voorkomend geval, uit deskundigen die overeenkomstig artikel 4 aangesteld worden.

De leidend ambtenaar wordt gelast, in overleg met de Directeur-generaal, de Regering de namen van minstens vier leden van de in voorafgaand lid bedoelde directies ter goedkeuring voor te leggen om van de Cel deel uit te maken.

In voorkomend geval mag de Regering, op voorstel van de leidend ambtenaar, de samenstelling van de Cel uitbreiden tot hoogstens vier leden van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming, gekozen op grond van hun bekwaamheid.

De leden van de Directie of Diensten, voorgedragen door de leidend Ambtenaar overeenkomstig lid 2 en lid 3, zijn personeelsleden van niveau 1.

**Art. 4.** Na advies van de Algemene Raad mag de leidend ambtenaar - in overleg met de Directeurs-generaal - de Regering de aanstelling van deskundigen voorstellen, ofwel voor raadplegingen, ofwel voor studies die beantwoorden aan de opdrachten van de Cel, zoals bepaald in de artikelen 82, §§ 2 en 3, en 83 van het decreet.

**Art. 5.** De leidend Ambtenaar, in overleg met de Directeurs-generaal, verdeelt de Celleden tussen de Studiedienst en de Coördinatiedienst volgens de opdrachten van de ene of andere dienst.

#### HOOFDSTUK 3. — *Werking van de Cel*

**Art. 6. § 1.** - De Cel staat onder de verantwoordelijkheid van de leidend Ambtenaar.

§ 2. De leidend Ambtenaar zorgt er in het bijzonder voor de werkzaamheden van de twee componenten van de Cel in overeenstemming te brengen.

§ 3. De studiedienst antwoordt op de vragen die hem door de Regering of door de Algemene Raad worden gericht.

Hij voldoet aan de vragen om technische bijstand gericht door de inrichtende machten en door de representatieve verenigingen van de personeelsleden en van de studenten van de instellingen voor hoger onderwijs in het raam van het in artikel 7, §§ 1 en 3, van het decreet bepaalde overleg.

Hij mag op eigen initiatief alle studies en ontledingen die aan zijn opdracht beantwoorden ondernemen.

§ 4. De Coördinatiecél verzamelt alle inlichtingen betreffende de werken en ervaringen en, in voorkomend geval, de uitrustingen voor het geheel der Hogescholen inzake navorsing en vorming, ofwel op eigen initiatief, ofwel op vraag van de Regering of van de algemene Raad.

Hij is eveneens toegankelijk voor het geheel van de personeelsleden en van de studenten van de Hogescholen, van de instellingen voor hoger kunstonderwijs en van de universitaire instellingen volgens voorwaarden die door de Minister op voorstel van het bestuur worden omschreven.

§ 5. De leidend Ambtenaar pleegt overleg met de voorzitter van de Algemene Raad om de werken van die Raad met die van de Cel te coördineren.

**Art. 7.** De uitgaven verbonden met de werking van de cel zijn het voorwerp van een specifieke uittrekking op de begroting en worden vastgesteld onder de verantwoordelijkheid van de door de Cel betrokken opperamambtenaren.

**Art. 8. § 1.** Een jaarlijks verslag over de werking en de werkzaamheden van de Cel wordt aan de Regering overgezonden. De Minister zorgt voor de bekendmaking ervan.

§ 2. De verslagen die uitgaan van de Cel, worden naar de leidend Ambtenaar gestuurd. Wanneer werken door de algemene Raad worden gevraagd, worden de resultaten van ambtswege aan bedoelde Raad overgezonden.

Met de toestemming van de Minister mogen deze verslagen aan andere personen overgezonden of, zo nodig, bekendgemaakt worden.

#### HOOFDSTUK 4. — *Slotbepalingen*

**Art. 9.** De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 10.** Dit besluit heeft uitwerking op 31 december 1995.

Brussel, 8 januari 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Internationale Betrekkingen en Sport,

J.-P. GRAFE